

La situation des droits de l'homme ne s'améliore pas au Burundi (enquête ONU)

@rib News, 17/09/2020 - Source AFP La situation des droits de l'homme ne s'améliore pas au Burundi malgré le changement de la tête de l'Etat, conclut la commission d'enquête de l'ONU sur ce pays plongé dans une grave politique qui a fait au moins 1.200 morts.

Les espoirs d'une amélioration après la disparition soudaine du président Pierre Nkurunziza après 15 ans au pouvoir se sont évaporés depuis l'élection en juin de l'ancien ministre Ndayishimiye à la présidence, note la commission dans un communiqué. « Jusqu'à présent nous n'avons vu que très peu de changements positifs depuis que le président Ndayishimiye est entré en fonction », souligne le président de la commission Doudou Diene. « L'espace démocratique reste très étroit, l'impunité persiste et il n'y a aucune indication que le nombre de violations des droits de l'homme baisse sous le nouveau gouvernement », a-t-il ajouté. Au contraire, note M. Diene, des personnalités pourtant soumises à des sanctions internationales parce qu'elles sont jugées responsables d'exactions commises en 2015, quand le pays a plongé dans la violence politique, « sont membres de l'administration Ndayishimiye ». La commission d'enquête sur le Burundi avait déjà conclu dans un précédent rapport que des crimes contre l'humanité avaient été commis dans le pays par les forces de sécurité du pouvoir. Le nouveau rapport qui couvre la période depuis mai 2019, note que « la commission a toujours de bonnes raisons de penser que des crimes contre l'humanité ont été commis au Burundi » sous forme de meurtres, d'emprisonnement ou autres formes sévères de privation de la liberté physique, la torture, le viol et d'autres formes de violences sexuelles tout aussi graves ainsi que des persécutions politiques. Il met directement en cause le rôle des Imbonerakure -la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU a qualifié de « milice »- dans le contexte des élections en 2020. La communauté internationale escomptait un assouplissement du régime avec l'arrivée du nouveau chef de l'Etat. Mais ses premières décisions, en particulier la nomination d'un gouvernement largement composé de tenants de la ligne dure, ont montré qu'il s'inscrivait dans la continuité de son prédécesseur. Au moins 1.200 personnes sont mortes et quelques 400.000 ont été forcées de fuir entre avril 2015 et mai 2017.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});